

MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

Chers lecteurs,

Dans l'édition de mars 2025 de l'Echo des Sanctions, nous faisons le point sur les sanctions prononcées durant le mois de février.

Le mois de février a été mouvementé. Parmi les dernières actualités, l'Union européenne a adopté son **16e paquet de sanctions contre la Russie**, visant 83 entités supplémentaires. Ce nouveau paquet comprend des mesures renforçant la lutte contre le contournement des sanctions, avec des restrictions commerciales, des sanctions ciblant le secteur de l'énergie, certaines infrastructures et des sanctions financières.

Parallèlement, **plusieurs restrictions contre la Syrie ont été temporairement levées**. Le mois de février a également été marqué par une **pression maximale exercée par les États-Unis sur l'Iran**.

Dans cette édition, nous mettons l'accent sur l'**utilisation des droits de douane comme outils de sanctions économiques**, soulignant un changement d'orientation, où le droit commercial devient un levier de guerre économique. Nous ajoutons un point de vigilance sur la **suspension temporairement du FCPA** pour 180 jours ; la loi Sapin II et le Bribery Act demeurent en vigueur. Cette suspension concerne uniquement les entreprises américaines, et le délai de prescription du FCPA dépasse le mandat présidentiel.

Un focus est réalisé sur les stratégies de contournement des sanctions, ainsi qu'un zoom sur les évolutions des contrôles à l'exportation, en réponse aux événements récents, et leur impact potentiel sur les sanctions.

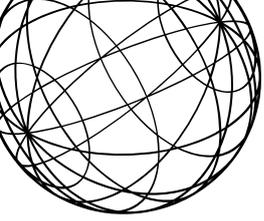
Merci de votre fidélité à l'Echo des Sanctions. Nous espérons que ce bulletin vous sera utile. N'hésitez pas à partager vos commentaires pour nous aider à améliorer cette newsletter.



COLINE FORTUNA  & **ADRIEN TOUZET** 

Rédacteurs de cette veille pour le **Club Droit de l'AEGE**.

Étudiants à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique) & MBA RSIC (Risques Sureté Internationale et Cybersécurité).



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

L'UE ADOPTE UN 16È PAQUET DE SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE - 24/02/2025

- Ajout de **83 entités** (48 individus et 35 organisations).

Lutte contre le contournement des sanctions

- Sanctions contre **74 navires** supplémentaires, portant à 153 le nombre total de navires sanctionnés.
- Nouvelles restrictions visant les pétroliers.
- **53 entreprises sanctionnées** pour soutien au complexe militaro-industriel russe, dont **34 hors de Russie** (inclusion de fournisseurs tiers situés en Chine, Inde, Kazakhstan, Émirats arabes unis, Ouzbékistan et Turquie).

Restrictions commerciales

- Interdiction d'importer de l'aluminium brut de Russie avec un mécanisme de quotas transitoire.
- Extension des interdictions d'exportation sur des technologies à double usage, incluant : Précurseurs chimiques utilisés pour les armes chimiques ; Logiciels pour machines CNC et manettes de jeu détournées pour piloter des drones ; Minerais et composés de chrome à usage militaire.
- Restrictions accentuées sur les matières premières, l'acier, le verre et les produits chimiques.

Sanctions dans le secteur énergétique

- Interdiction totale du stockage temporaire du pétrole russe dans les ports de l'UE.
- Interdiction des biens et services destinés aux projets russes de gaz naturel liquéfié (GNL) et de pétrole, comme Vostok Oil.
- Extension de l'interdiction des logiciels liés à l'exploration pétrolière et gazière.
- Extension de l'interdiction des vols aux transporteurs étrangers opérant en Russie ou fournissant des pièces aux compagnies russes.
- Blocage des investissements russes dans les entreprises de transport routier en UE au-delà de 25 %.

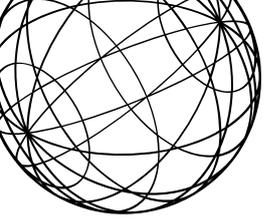
Sanctions financières

- **13 nouvelles banques privées** de l'accès aux systèmes de transfert financier.
- Blocage de trois banques utilisant le système SPFS russe pour contourner les sanctions.
- Extension des restrictions aux plateformes de cryptomonnaies facilitant les transactions liées au pétrole russe et aux navires sanctionnés.

Interdiction de diffusion

- Suspension des licences de diffusion pour huit médias russes, accusés de soutenir la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et de déstabiliser la région.

[Lien vers le RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU CONSEIL \(UE\) 2025/389 du 24 février 2025](#) & [Lien vers le communiqué de presse du Conseil de l'UE 24 février 2025.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SYRIE : L'UE SUSPEND CERTAINES MESURES RESTRICTIVES À L'ENCONTRE DE SECTEURS ÉCONOMIQUES - 24/02/2025

- Le Conseil de l'UE a suspendu les sanctions sur le secteur du transport et de l'énergie, pour l'électricité, le gaz et le pétrole.
- Le Conseil a retiré 4 banques et 1 compagnie aérienne de la liste des entités ayant un gel des fonds économiques et financiers, il s'agit de :
 - Industrial Bank.
 - Popular Credit Bank.
 - Saving Bank.
 - Agricultural Cooperative Bank.
 - Syrian Arab Airlines.
- Des dérogations ont été mises en place pour permettre le développement de relations bancaires des pays membres avec les institutions financières syriennes.
- Des dérogations ont été mises en place pour l'exportation de produit de luxe vers la Syrie.
- L'exemption humanitaire a été prolongée de manière indéfinie.
- Le Conseil de l'UE maintient les sanctions des entités liées au régime d'Assad.
- Les sanctions sur les produits suivants sont maintenues :
 - Les armes chimiques.
 - Les drogues illicites.
 - Le patrimoine culturel syrien.

[Lien vers le communiqué du Conseil européen.](#)



SANCTION DE 6 ENTITÉS HONGKONGAISES POUR L'APPROVISIONNEMENT DE COMPOSANTS POUR DRONES EN IRAN - 26/02/2025

- 6 sociétés-écrans Hongkongaises sanctionnées pour faciliter l'achat et l'exportation de composants technologiques pour les programmes de missiles et de drones iraniens.
- Pishtazan Kavosh Gostar Boshra (PKGB), l'entité iranienne visée par ces sanctions, ainsi que sa filiale Narin Sepehr Mobin Isatis (NSMI), sont les principaux bénéficiaires des achats de composants.

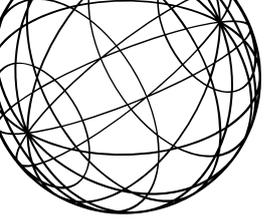
[Lien vers le site du Trésor Américain.](#)



UN AMÉRICAIN CONDAMNÉ POUR AVOIR ENFREINT LES SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE L'IRAN - 25/02/2025

- Un américain a été condamné à 5 ans de prison pour avoir violé le International Emergency Economic Powers Act.
- Il a exporté des équipements pour le secteur de l'énergie en Iran entre 2015 et 2022.

[Lien vers l'article du Département de la Justice américaine.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LE CANADA IMPOSE DES SANCTIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA RUSSIE - 21/02/2025

- Le Canada a ajouté 76 personnes et entités ainsi que 109 navires sur sa liste des sanctions économiques.
- La modification des sanctions permet d'interdire à tout navire soupçonné d'agir pour la Russie de pénétrer les eaux canadiennes et de s'amarrer à un port canadien.
- La modification actualise les marchandises dont l'exportation est interdite vers la Russie ou pour une personne russe. Il s'agit des roulements à billes ou à rouleaux, composants pour la fabrication d'arme.

[Lien vers l'article du gouvernement canadien](#)



SANCTIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA FLOTTE FANTÔME DE L'IRAN DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE PRESSION MAXIMALE - 24/02/2025

- L'OFAC a imposé des sanctions à plus de 30 personnes et navires pour leur rôle dans le transport et la vente de pétrole iranien.
- L'Iran fait appel à des courtiers principalement chinois pour vendre son pétrole, celui-ci sert à financer le budget de l'armée. Le transport se fait grâce à des navires non sanctionnés, l'OFAC a pu identifier ce mois-ci l'implication de navires panaméens.
- Cette mesure s'inscrit dans le mémorandum présidentiel du 4 février 2025 de Donald Trump.

[Lien vers l'article du Trésor américain.](#)



UN TRANSITAIRE ISRAËLIEN CONDAMNÉ À DEUX ANS DE PRISON POUR AVOIR VIOLÉ LES RESTRICTIONS À L'EXPORTATION IMPOSÉES À LA RUSSIE - 21/02/2025

- Gail Haimovich PDG d'une compagnie de fret international a été condamné à 2 ans de prison et d'une amende de 2 millions de dollars.
- L'exportation concerne le matériel aéronautique envers des entreprises russes sanctionnées.

[Lien vers l'article du Département de la Justice américaine.](#)

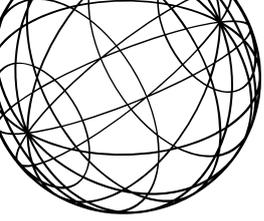
[Lien vers l'article du BIS.](#)



LE CANADA INSCRIT SEPT ORGANISATIONS CRIMINELLES TRANSNATIONALES SUR LA LISTE DES ENTITÉS TERRORISTES - 21/02/2025

- L'inscription de ces 7 entités criminelles comme organisation terroriste permet le gel de tous les biens et actifs qu'ils possèdent sur le territoire canadien.
- Dans les mesures prises pour lutter contre cette menace, une force conjointe entre le Canada et les États-Unis a été lancée avec un budget de 1,3 milliards de dollars pour protéger les frontières nord-américaines et empêcher l'importation du fentanyl dans ces deux pays.

[Lien vers l'article du gouvernement canadien.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



RÉSULTAT DE LA PLÉNIÈRE DU GAFI - 21/02/2025

- Retrait des Philippines de la liste de surveillance accrue.
- Le Laos et le Népal sont ajoutés sur liste grise.
- L'adhésion de la Fédération de Russie aux GAFI reste suspendue.
- Accord pour réviser la recommandation 1 du GAFI afin de mieux soutenir l'inclusion financière et l'approche fondée sur les risques.
- Séance publique sur les amendements de la recommandation 16 sur la transparence des paiements et l'évasion des sanctions.

[Lien vers la publication des GAFI.](#)



ENTRÉE EN VIGUEUR DE NOUVELLES INFRACTIONS AU RÉGIME AUSTRALIEN DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS - 18/02/2025

- Le 1er mars 2025 de nouvelles infractions aux contrôles des exportations australiennes entreront en vigueur.
- Cette réforme fait suite à l'adoption du Defense Trade Controls Amendment Bill adopté en 2024 par le parlement australien.
- Désormais l'importation de certains biens et technologies militaires seront considérés comme une infraction pénale.

[Lien vers l'article du Gouvernement Australien.](#)



UNE ENTREPRISE NÉERLANDAISE CONDAMNÉE POUR AVOIR EXPORTÉ EN CRIMÉE - 18/02/2025

- Une amende de 120 000€ imposée pour aider la construction du pont de Crimée.
- L'exportation remonte entre 2016 et 2017 violant les règles de l'UE contre la Russie. L'une des deux sociétés russes figuraient sur la liste d'interdiction de l'OFAC.

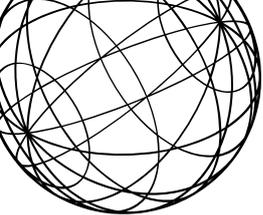
[Lien vers la décision.](#)



LES ÉTATS-UNIS, L'AUSTRALIE ET LE ROYAUME-UNI SANCTIONNENT CONJOINTEMENT LES INFRASTRUCTURES CLEFS QUI PERMETTENT LES ATTAQUES PAR RANSOMWARE - 11/02/2025

- À la suite des attaques par ransomware du groupe LockBit, l'OFAC cible Alexander Igorevich Mishin et Aleksandr Sergeevich Bolshakov administrateurs de Zservers un data center permettant de faciliter et d'éviter la détection des cyber attaques russes.
- Les deux personnes nommées ont désormais toutes leurs possessions américaines saisies par l'OFAC, aussi toutes les entités qu'ils détiennent directement ou indirectement sont également bloquées. De plus, toute transaction avec ces personnes et leurs entités sera considéré comme une violation des règlements de l'OFAC et entraînera des sanctions civiles ou pénales.

[Lien vers l'article du Trésor Américain.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'UE A RENOUELÉ SES SANCTIONS CONTRE LE ZIMBABWE ET MODIFIE SA LISTE DE RESTRICTION - 18/02/2025

- L'UE renouvelle ses sanctions contre ce pays pour une période de 12 mois jusqu'au 20 février 2026 et maintient l'embargo sur les exportations d'armes vers le Zimbabwe.
- Le Conseil de l'Union européenne retire Zimbabwe Defence Industries des entités sanctionnées.

[Lien vers l'article de Conseil Européen](#)



UN FOURNISSEUR DE PIÈCES D'AVION BASÉ EN OHIO INCULPÉ POUR L'EXPORTATION DE SYSTEMES ILLICITES IMPLICANT LA RUSSIE - 13/02/2025

- Flighttime Enterprises Inc. et trois de ses employés sont accusés d'avoir exporté illégalement des pièces d'avion vers la Russie et des compagnies aériennes russes, en contournant les restrictions d'exportation après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
- Les accusés font face à plusieurs charges fédérales, dont la conspiration pour violer les lois sur les exportations, la contrebande et le blanchiment d'argent, avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à 20 ans.

[Lien vers l'article de l'US Department of Justice.](#)



SAISIE D'UN AVION VENEZUELIEN POUR VIOLATION LES LOIS SUR LES EXPORTATIONS ET LES SANCTIONS - 06/02/2025

- Les autorités de la République dominicaine ont saisi un Dassault Falcon 2000EX utilisé par la société pétrolière vénézuélienne PdVSA, accusée d'avoir violé les lois américaines sur les exportations et les sanctions en entretenant l'avion avec des pièces américaines.
- Cet avion a été utilisé pour transporter des responsables du régime de Maduro et violé les sanctions imposées par les États-Unis, illustrant l'engagement de Washington à faire respecter ses lois internationales.

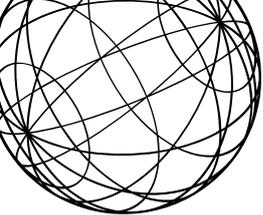
[Lien vers l'article de l'US Department of Justice.](#)



MARCHAND D'ARMES INTERNATIONAL INCULPÉ POUR EXPORTATION ILLÉGALE D'ARMES VERS LA RUSSIE - 05/02/2025

- Sergei Zharnovnikov, un marchand d'armes kirghize, a été inculpé pour avoir conspiré afin d'exporter illégalement des fusils à tir semi-automatique des États-Unis vers la Russie, en contournant les lois sur les exportations et les sanctions.
- Le procureur a précisé que l'accusé risquait jusqu'à 30 ans de prison, l'affaire étant liée aux sanctions américaines contre la Russie en réponse à son invasion de l'Ukraine.

[Lien vers l'article de l'US Department of Justice.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'UKRAINE SANCTIONNE 112 PERSONNES ET 3 ENTITES - 06/02/2025

- Les trois entités sont des fonds culturelles ayant reçu un financement et des autorisations du ministère de la culture russe pour mener des travaux archéologiques dans la péninsule de Crimée.
- Sur les 112 personnes sanctionnées, 93 d'entre-elles ont la citoyenneté russe.

[Lien vers la publication du gouvernement ukrainien.](#)



IMPOSER DES SANCTIONS À LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE - 06/02/2025

- Donald Trump a signé un décret présidentiel pour sanctionner la Cour Pénale Internationale suite aux enquêtes et aux mandats d'arrêts à l'encontre de personnalités politiques américaines et israéliennes.
- Les deux Etats sont signataires du Statut de Rome mais ne l'ont pas ratifiés.
- Les sanctions concernent le gel des actifs et l'interdiction d'entrée sur le territoire américain pour les fonctionnaires de la CPI responsables.

[Lien vers le décret présidentiel américain.](#)



LE TRÉSOR AMÉRICAIN CIBLE LE RÉSEAU PÉTROLIER QUI GÉNÈRE DES CENTAINES DE MILLIONS DE DOLLARS POUR L'ARMÉE IRANIENNE - 06/02/2025

- L'OFAC sanctionne un réseau international qui permet le transit de pétrole iranien pour la République Populaire de Chine.
- Les sanctions concernent plusieurs acteurs dont la RPC, l'Inde ou encore les Émirats arabes unis.
- Cette décision s'inscrit dans la lutte contre le terrorisme afin de limiter l'accès à l'arme nucléaire et de diminuer l'influence de l'Iran.

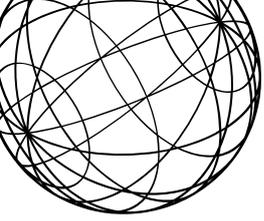
[Lien vers l'article du département du Trésor américain.](#)



NOUVELLES SANCTIONS CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME - 03/02/2025

- Le gouvernement australien a imposé des sanctions sur le financement du groupe Terrorgram dans la continuité de sa mission de lutte contre l'antisémitisme et de la protection des australiens.
- Utiliser, donner ou gérer des actifs liés à ce groupe est désormais une infraction pénale qui en cas de condamnation donne lieu à une peine de 10 ans d'emprisonnement et des amendes.
- Le gouvernement australien a également inscrit 4 entités : National Socialist Order / Russian Imperial Movement / Sonnenkrieg Division / The base.

[Lien vers l'article du Ministère des Affaires Étrangère Australienne.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Les droits de douanes, vers une utilisation du droit commercial comme sanction économique ?



- **Les droits de douane comme outil stratégique** : Les droits de douane ne sont plus uniquement un instrument commercial, mais sont utilisés comme des leviers de politique étrangère. Les États-Unis, particulièrement sous l'administration Trump, et dans une moindre mesure l'Union européenne, les emploient pour affaiblir des adversaires économiques et politiques jugés menaçant pour leur sécurité.
- **Changement de finalité** : Traditionnellement, les droits de douane servaient à protéger les industries nationales ou à rééquilibrer les échanges commerciaux. Aujourd'hui, ils sont utilisés au nom de la sécurité nationale, ce qui brouille la frontière entre commerce et politique étrangère.
- **L'intégration des droits de douane aux sanctions économiques** : L'administration Trump a élargi l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA), traditionnellement utilisée pour les sanctions financières, afin d'imposer des hausses tarifaires massives sur certains pays.

Exemples :

Canada : Menaces de taxes sur l'acier et l'aluminium, invoquant la sécurité nationale en raison du trafic de fentanyl.

Colombie : Pression tarifaire pour imposer des réformes antidrogue liées à la sécurité américaine.

UE : Eventuels droits de douane de 25 % sur les importations d'aluminium et d'acier à partir du 12 mars

Chine : 10 % sur tous les « produits de la RPC » et 10% additionnel envisagés.

- L'Union européenne : Une approche plus mesurée mais croissante : L'UE utilise moins fréquemment cette stratégie, mais l'intègre de plus en plus aux sanctions économiques classiques.

Exemple : Russie : Le 16^e paquet de sanctions (février 2025) combine des interdictions financières et des hausses de droits de douane sur l'aluminium et les engrais russes pour limiter le financement de la guerre en Ukraine.

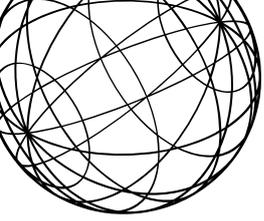
Retour sur une investigation intéressantes sur le contournement des sanctions :



Rapport de Kharon :

- Mets en avant les **activités de la House of Innovation and Technology (IHIT)**, un projet iranien visant à promouvoir les exportations technologiques. Ce réseau, selon l'enquête, pourrait aussi servir à importer des produits à double usage, certains acteurs étant liés à des entités iraniennes sanctionnées un réseau d'évasion des sanctions iraniennes, impliquant la flotte maritime fantôme utilisée pour exporter du pétrole iranien, russe et vénézuélien.
- Cette enquête révèle comment des entreprises interconnectées, gérées par des ressortissants indiens, opèrent sous des juridictions opaques pour contourner les interdictions internationales, facilitant ainsi l'exportation de pétrole malgré les sanctions.

[Lien vers le rapport d'investigation.](#)



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



ZOOM suspension du FCPA pour 180 jours

- Le Président US ordonne une suspension de l'application du FCPA pendant 180 jours pour protéger les intérêts économiques et sécuritaires des États-Unis.
- Le Procureur Général suspend les nouvelles enquêtes et ajustera les politiques du FCPA pour mieux aligner l'application avec les priorités étrangères et économiques du pays.



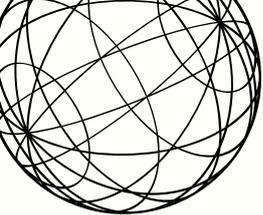
Zoom sur les évolution en terme d'EXPORT CONTROL

- **27 février 2025 :** Le Royaume-Uni publie des statistiques sur les contrôles stratégiques des exportations
- **18 février 2025 :** Le Japon a ajouté des produits chimiques à sa liste d'articles nécessitant une approbation préalable pour l'exportation. Cette décision marque un renforcement des contrôles japonais sur les biens à double usage, ceux pouvant avoir des applications militaires et civiles, dans le cadre des efforts continus pour limiter les risques de prolifération.
- **14 février 2025 :** Un fournisseur d'avions a été accusé de violations des contrôles américains sur les exportations en direction de la Russie. Cette affaire repose sur une accusation de conspiration visant à enfreindre la loi sur la réforme du contrôle des exportations (ECRA), avec plusieurs chefs d'accusation liés à des exportations non autorisées, mettant en lumière la vigilance accrue des États-Unis vis-à-vis des échanges avec la Russie.
- **13 février 2025 :** Un membre du Congrès américain a proposé un projet de loi visant à imposer des contrôles sur les exportations de propriété intellectuelle vers la Chine. Ce projet de loi, désormais en cours d'examen par les commissions des affaires étrangères et des voies et moyens, souligne la volonté croissante des États-Unis de protéger les technologies sensibles en limitant les transferts de connaissances vers des entités chinoises jugées à risque pour la sécurité nationale.
- **13 février 2025 :** L'Inde a publié des lignes directrices détaillant la procédure de divulgation des violations des contrôles à l'exportation, y compris la fourniture non autorisée d'assistance technique. Cette mesure vise à améliorer la transparence et à renforcer la conformité avec les obligations internationales de contrôle des exportations.



Orientations générales du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen

- La carte des sanctions de l'union européenne
- Lignes directrices du Conseil européen en matière de sanctions
- Mesures restrictives de l'Union européenne au regard de l'invasion de l'Ukraine par la Russie
- Bonnes pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives
- FAQ consolidé (11 décembre 2024) de la commission européenne sur l'application des réglementations (EU) 833/2014 et 269/2014 (EN)
- Commission européenne "Questions fréquemment posées : mesures restrictives, dernière mise à jour 2022
- Devoir de diligence des entreprises de l'UE face au risque de travail forcé dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions et interdictions d'import/export sur une gamme de biens. [24 février 2025](#) : timeline des sanctions adoptées depuis l'invasion.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. [\(UE\) N° 833/2014](#) - Sanctions sectorielles.
 - b. [\(UE\) N° 269/2014](#) - Sanctions ciblées.
 - c. [\(UE\) N° 692/2014](#) - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. [\(UE\) N° 821/2021](#) - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. [\(UE\) 2022/263](#) - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Régulations 2024 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.

Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

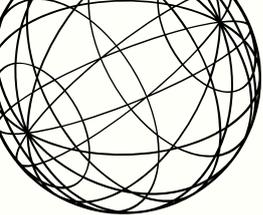
Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchéquie a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



Inscrivez-vous à notre liste de diffusion pour recevoir l'écho des sanctions directement dans votre boîte mail en cliquant sur ce lien.



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

- L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques. Suivi d'une [Décision \(PESC\) 2023/1344](#) du Conseil du 26 juin 2023 à l'appui du renforcement de l'efficacité opérationnelle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).
- Le 14 octobre 2024, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 25 individus et 3 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du [Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542](#).

Le Royaume-Uni :

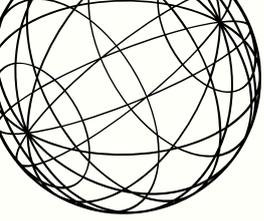
- Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques.

Les sanctions incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui régit le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



MARS 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [6^{ème} directive contre le blanchiment d'argent, Directive \(UE\) 2024/1640.](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [AFA : Evaluation des tiers au regard des risques de corruption.](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\).](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [Consultation publique afin d'évaluer la directive \(UE\) 2016/1164 telle que modifiée par la directive \(UE\) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 relative à la lutte contre l'évasion fiscale \(ci-après la « directive ATAD »\).](#)
- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement MiCA \(UE\) 2023/1114 sur les marchés de crypto-actif \(applicable à partir du 30 décembre 2024\).](#)

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Liste SDN de l'OFAC.](#)
- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Tutoriel vidéo de l'OFAC sur l'Utilisation de l'outil de recherche des listes de sanctions.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)



COLINE FORTUNA [in](#) & **ADRIEN TOUZET** [in](#)

Rédacteurs de cette veille pour le **Club Droit de l'AEGE**.

Étudiants à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique) & MBA RSIC (Risques Sureté Internationale et Cybersécurité).